

### 8-La Fabrique

#### Le plan de charge

Post production : nous retrouvons un niveau de demande qui correspond à notre réelle capacité de réponse.

Equipes de tournage : 60% du plan de charge réalisé dont 36% en interne.

Les règles d'or ne sont pas respectées selon les élus, et souvent des responsables internes passent directement par des prestataires dans des situations, en plus, de conflit d'intérêt. La direction estime que si des éléments étayant ces propos existent, il faut aller... au pénal... Et citer les personnes accusées. Le secrétaire du CSE C va saisir la plateforme anticorruption, en réponse aux demandes d'explication de la direction, qui estime que ces propos sont diffamatoires.

Vidéo Mobile : il reste 7% à atteindre d'ici la fin de l'année pour réaliser le plan de charge (93% réalisés) ; jusque-là, le recours à la VM avait été supérieur au volume attendu, ce qui explique que le plan de charge est quasiment déjà atteint. Mais nous ne refuserons pas l'activité. Les plannings ne sont pas vides, ils se remplissent de façon satisfaisante, au contraire, même si début septembre, une partie de l'activité manquait. La direction s'emploie à chercher des activités, pour la VM, qui lui permettent d'être... mobile : c'est à dire des activités qui ne nécessitent pas une régie fixe.

Mais les budgets de production diminuent (entre 50.000 et 70.000 euros, il faut donc proposer une prestation moins coûteuse et plus légère. La fabrique doit s'équiper de moyens plus légers, ce qui nous permettra de faire rentrer de l'activité. La TV n'est plus sur le modèle de la grosse production avec des moyens lourds. Mais pourquoi alors, les moyens modulaires et la régie Fly ne connaissent que peu d'activité ? La direction pense que ces moyens doivent monter en puissance, notamment avec Culture Box et les PAE prévues dans le réseau.

Fiction : le plan de charge est en phase avec les objectifs.

#### Notif, le logiciel de planification des intermittents

La plateforme permet aux intermittents d'indiquer leurs disponibilités aux planificateurs de FTV, et à FTV de proposer des contrats. Ainsi, 12000 contrats ont été proposés et 6000 ont été acceptés. En moyenne, 2 intermittents sont questionnés par mission et 80% des intermittents se sont inscrits.

Mais des problèmes ont été remontés aux élus : de nombreux intermittents ne souhaitent pas s'inscrire sur cette plateforme et craignent d'être exclus des contrats FTV de ce fait. De plus, ils ont été contactés par l'éditeur de la plateforme, qui se sert manifestement des données personnelles des intermittents pour ses propres affaires... Et beaucoup déplorent qu'une plateforme remplace le contact humain avec les planificateurs.

La direction défend ce nouvel outil, qui permettrait aux planificateurs de travailler plus sereinement, en « bookant » les intermittents à l'avance, le modèle étant inversé : avant, le planificateur contactait les intermittents un à un, aujourd'hui, il « met sur le marché » un contrat, et ce sont les intermittents qui manifestent – ou pas – leur intérêt. La direction précise aussi que l'outil ne géolocalise plus, mais elle affirme qu'elle va continuer à faire appel de préférence à ceux qui habitent au plus près du lieu de la mission, notamment pour des raisons budgétaires.

Il n'y a plus d'obligation d'utiliser l'outil. Mais la direction ajoute que ceux qui ne s'inscrivent pas ne peuvent pas être contactés par un planificateur qui ne les connaît pas !

### Le FabLab de Bordeaux

C'est un engagement pris dans l'accord de GPECC de progrès de mai 2019 : la direction voulait alors développer une activité « web séries » à Bordeaux, avec un site pilote appelé le « FabLab ».

A partir de 2020, la direction a donc mis en place le FabLab, et concède des ratés ; le tournage de web séries a été initié en 2021 (un tournage), mais le processus de fabrication serait selon la direction, difficilement standardisable (en termes d'organisation, de ressources...). En 2022, le plan de charge n'a pas été tenu, avec seulement 49 jours de tournage. L'adéquation équipes éditoriales / de tournage n'a pas pu être trouvée, **c'est un aveu d'échec**.

Le site pilote n'a pas pu être installé.

Mais l'idée de la fiction numérique fait son chemin, et la direction a inscrit 140 jours de tournage au plan de charge de 2023. Des jours de tournage qui ne seront pas localisés sur Bordeaux mais sur l'ensemble du pôle Sud de La Fabrique, au vu des équipes disponibles et des contraintes des équipes éditoriales.

- 80 jours de tournage en Bretagne pour un feuilleton pour Slash
- 40 jours de tournage dans l'Aude
- 20 jours de tournage à Marseille.

**Mais ce projet a-t-il été réellement porté ?** Il n'y a jamais eu un chef de projet dédié sur place ; deux alertes RPS ont été lancées, les salariés sur place sont en déshérence, l'inspection du travail bordelaise estime qu'il s'agit là de harcèlement moral de gestion, des salariés quittent le Fablab... Aujourd'hui on apprend la suppression de l'équipe légère de Bordeaux.

Selon Stéphane Sitbon Gomez, directeur des programmes de FTV, il ne s'agit pas de délocaliser cette activité à Vendargues ou à Marseille, les équipes fiction sont mobiles par définition. « *Mais nous ne pouvons pas constituer une équipe ad hoc, parce que cette activité n'est pas adéquate pour ce type d'organisation* ». Les postes vacants seront pourvus, là où nous en avons besoin, et les salariés bordelais restent prioritaires pour les activités de fiction numérique.

Les RH vont rencontrer les personnes concernées par la suppression de l'équipe légère (personnes) à Bordeaux, sachant que la post production n'est pas concernée. Il reste à Bordeaux la post production qui n'est pas impactée.

La direction dit que oui, « *ce projet n'a pas été mené correctement* ». Mais qu'elle était de bonne foi quand, en 2019, elle s'est engagée à créer ce FabLab. Et qu'à l'époque, cette activité était nouvelle et donc pas maîtrisée, alors qu'on sait aujourd'hui qu'il est difficile de la standardiser. De plus, il est possible que ce qui est qualifié aujourd'hui de fiction numérique devienne tout simplement de la fiction pour le numérique mais aussi pour le linéaire. Une fiction numérique, c'est 1 million d'euros pour 8 épisodes ; pour le linéaire, il faut compter 800 000 euros pour une fiction.

La direction estime qu'elle a développé le potentiel de fabrication de fictions, notamment avec la création du site de Vendargues, comme cela n'avait plus été fait depuis longtemps.

Pourquoi ne pas afficher l'activité « fiction numérique » à Bordeaux ? « *Parce que ce n'est pas toujours la même équipe qui peut intervenir sur les projets, il faut constituer les équipes à*

*chaque fois. Une équipe déjà constituée à Bordeaux, cela ne fait plus de sens dans ce type d'organisation ».*

**Les élus insistent sur le rôle de FTV en matière de maillage territorial.** Nous devons veiller à ce que nos activités et nos sites perdurent partout sur le territoire, à ce qu'il y ait de l'emploi ailleurs qu'à Paris dans les activités de production.

La direction change de ton : si rien ne marche, si les investissements de ces 5 dernières années ne sont pas reconnus, si tout le monde, du cadreur sur le terrain à la direction de La Fabrique en passant par les syndicats sont épuisés... Que fait-on ? « *Faut-il continuer à s'investir, à investir, ou faut-il tout arrêter ?* » Delphine Ernotte pense que nous avons un sujet récurrent sur la Fabrique, et il faut en venir à bout.

Oui, nous avons un sujet. La Cfdt défend La Fabrique, notre outil de production interne, et nous estimons que **son avenir se joue maintenant**. Il est temps d'écrire un vrai projet pour toutes ses activités, pour tous ses salariés, pour garantir sa pérennité.

**L'arrêt de « Plus Belle La Vie », le [CR de la commission à lire ici !](#)**